

Presse Internationale

mensuel – n°63 – novembre 2008 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



« Un emploi pour les travailleurs - licenciez les banquiers »

LA CRISE

| Edito | p.2 |
|---------------------------------|------|
| La crise et le pouvoir d'achat | p.5 |
| Seule une Révolution Socialiste | |
| peut sauver l'humanité | p.10 |

Grève nationale du 6 octobre

Un ouvrier témoigne p.3 Concertation ou mobilisation ? p.4

Immigration

Il faut des travailleurs illégaux! p.8

Aussi dans ce numéro : Italie : « Cette école n'est pas à vendre » p. 20 ♦ Paraguay : Lugo tue p.19



La Lique Internationale des Travailleurs - Ouatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. revendiquons grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 22 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Il était une fois La Crise...

Vous connaissez l'histoire de « La crise »? Elle débute au milieu des années 70' mais l'action se concentre surtout ses deux dernières décennies. Elle commence ainsi: En ces temps difficiles....

On nous a raconté que les travailleurs étaient trop protégés, trop privilégiés...qu'il fallait être plus flexible, que mieux vaut un emploi précaire que pas d'emploi du tout. Et que si les profits explosent alors que les travailleurs rament, c'était normal parce qu'il faut diminuer les « coûts salariaux » pour être compétitif.

On nous a raconté que les travailleurs ne travaillaient pas assez longtemps,...et que la solidarité entre les générations c'était que les vieux bossent dur et longtemps. Et que c'était normal de baisser les charges sociales sur les entreprises, de diminuer l'impôt sur les bénéfices parce qu'il fallait rester compétitif.

On nous a raconté que les travailleurs ne bossaient pas assez tout court...qu'il fallait flexibiliser le temps de travail, faire plus d'heures supplémentaires, et que l'Europe qui propose 65h hebdomadaires était après tout presque sociale...

On nous a raconté que les chômeurs ne cherchaient pas suffisamment du boulot, ou pas comme il faudrait, alors on a « coaché », activé, exclu... Mais c'était normal que des entreprises en pleine santé licencient parce qu'elles doivent être plus compétitives.

On nous a raconté que les fonctionnaires n'étaient pas assez performants...alors on a démantelé, ou privatisé les services publics. Mais c'était normal que des dirigeants d'entreprises publiques gagnent près de trois millions d'euros par an, parce qu'il faut bien s'aligner sur le privé pour lui ressembler.

On nous a raconté que les travailleurs qui se mettent en grève...ils abusent, prennent en otage, mettent en danger l'économie et l'emploi, qu'ils n'ont pas compris qu'on était tous dans le même bateau, patronstravailleurs, et qu'il fallait ramer dur pour faire tourner la machine en ces temps difficiles! Mais c'était normal que des « traders », des spéculateurs, des banquiers, des actionnaires s'en mettent pleins les poches, parce qu'ils prennent des risques après tout...

On nous a raconté que de toute facon il y avait des travailleurs moins chers ailleurs et qu'il fallait donc encore se serrer la ceinture....

Mais on ne nous avait pas raconté la fin de l'histoire. Le bateau a chaviré. Ceux qui ont pris des « risques », ceux qui s'en sont mis plein les poches, ceux qui ont spéculé sur le dos des travailleurs et des ménages pauvres veulent qu'on se jette à l'eau pour les sauver.

Et pour cela ils nous racontent une nouvelle histoire: qu'il était inévitable d'utiliser massivement les fonds publics pour aider les plus grands voleurs de la planète, qu'il est nécessaire que les travailleurs fassent des concessions pour sauvegarder l'économie et l'emploi dans ce contexte difficile, qu'il est évident qu'il faudra des politiques d'austérité et qu'il ne restera plus grand chose pour aider le pouvoir d'achat des travailleurs et qu'il est bien entendu que les « partenaires sociaux » seront responsables dans leurs négociations...

Les temps seront très durs, nousdit-on. Préparez-vous.

Préparons-nous en effet. Mais pour une autre histoire cette fois. Celle que nous voulons écrire. Celle qui nous permettra de sortir de ce système qui ne peut que nous mener à davantage de stress et de misère, et au sacrifice de nos vies et de notre planète sur l'autel du profit. Celle que les travailleurs décideront ensemble d'écrire pour que tous puissent accéder à une vie meilleure, sans chômage, sans exploitation, sans oppression.

On a voulu nous faire croire que le capitalisme avait gagné une fois pour toute, que c'était la « fin de l'histoire ». Mais l'histoire continue, avec nos luttes et celles à venir.!

Une évaluation

Voici une interview d'un ouvrier du service public après la journée d'action syndicale pour le pouvoir d'achat.

Qu'as-tu pensé de la journée d'action du 6 octobre ?

J'ai participé à la manifestation. C'était pour les services publics. On n'était pas nombreux. J'ai trouvé ça lamentable. Une convocation comme ça, en temps de crise où nos salaires sont au ras des pâquerettes, faisait que je me sentais très peu représenté. Pour moi, c'était un fiasco total. Il faudrait voir pourquoi les gens du service public étaient si peu nombreux. Peut-être qu'ils sont bien contents avec les salaires qu'ils ont ? En tout cas, de mon travail, il y avait quelques délégués syndicaux. Il y avait aussi des délégués syndicaux de l'enseignement. Mais des ouvriers de base, des syndicalistes de base, il y en avait vraiment très peu.

Comment tes collègues ont-ils réagi à cette journée d'action?

La plupart pensaient que ce n'était pas nécessaire d'y aller. Et les seuls gens qui étaient un peu curieux par rapport à ça, certains leur ont conseillés de ne pas y aller. Certains travailleurs ont un statut précaire et sont là depuis peu de temps. Mes collègues m'ont demandé comment la manifestation s'était passée. J'ai dit que c'était de la rigolade et que, de chez nous, il y avait très peu de monde, que j'en avais vu 6 ou 7.

Y a-t-il des problèmes sur ton lieu de travail?

Oui, il y en a toujours. Souvent, les problèmes viennent directement de la hiérarchie supérieure. Manque de coordination. C'est une hiérarchie pyramidale très lourde : depuis le conseil d'administration jusqu'à l'ouvrier de base, il y a beaucoup de niveaux de stratification. Donc, les consignes, la manière, les méthodes de travail vont changer. Un ingénieur va modifier un peu et puis après ce sera quelqu'un d'autre etc. Et quand ca arrive en bas, tu essayes de faire



ton travail le mieux possible. Donc l'ensemble de ces éléments liés à la gestion de l'institution fait que nous, les ouvriers de base, on est un peu perdu dans l'arbitraire qui nous tombe dessus.

Que fait le syndicat par rapport à ca?

Je pense que le syndicat ne sait pas ça parce que, en général, il n'y a pas de plainte des ouvriers. Parfois on râle, on dit des choses, mais la réponse n'améliore pas la situation ou la réponse est « Non, tu dois faire comme on te dit ». Parfois, il y a des fautes commises par les ouvriers, et alors là ils cherchent à être défendus par les représentants syndicaux. En général, à part les problèmes individuels, on n'a pas beaucoup de problèmes réels où les syndicats peuvent intervenir. Il y a parfois des problèmes généraux parce qu'on modifie certains fonctionnements. Parfois, ce n'est pas une amélioration. Parfois, c'est une transformation de nos méthodes de travail qui vient de la hiérarchie supérieure, et alors, la plupart du temps, les syndicats signent les accords négociés avec le conseil d'administration. Il n'y a pas

une plainte générale par rapport aux conditions de travail, par rapport à la pression hiérarchique. Chacun le voit au niveau individuel, alors qu'on subit fort. Il n'y a pas une demande collective pour changer quelque chose. En général, tout va bien. Mais, il faudrait que les syndicats soient plus attentifs à certaines choses, et par exemple, une fois par semaine ou tous les 15 jours, réunir les affiliés et leur dire « Ecoutez, les choses se passent comme ça et comme ça...». Ou écrire tout simplement une petite feuille avec les points. Mais ça ne se fait pas et c'est dommage. En général, ça se passe de bouche à oreille. Par rapport aux derniers accords, comme on n'a pas les informations nécessaires des délégués syndicaux, il y a des rumeurs qui viennent d'un côté et de l'autre. C'est le flou. Les syndicats, parfois ils signent, parfois ils ne signent pas. Ils ne sont pas d'accord entre eux pour accepter ou refuser ou modifier les nouveaux changements qu'il va y avoir.

Selon toi, que faudrait-il faire pour avancer dans la lutte pour l'amélioration de nos condi-

tions de vie et de travail?

Que les services publics soient gratuits. En tout cas gratuits jusqu'à un certain niveau. Il faudrait que toutes les ressources énergétiques soient plafonnées, comme on plafonne les pensions et les allocations sociales. Par exemple, 200 litres de gaz gratuits par mois. Les gens dont la consommation dépasserait ce plafond payeraient par exemple le double ou le triple. Les gens qui dépasseront ce plafond, c'est probablement parce qu'ils prennent 2 bains par jour ou qu'ils chauffent leur cave ou qu'ils ont une immense maison. Par rapport à la lutte, ça dépend

de nos conditions de vie et de travail. C'est compliqué. Je ne m'aventure pas à répondre. Chaque jour, chacun doit faire un peu pour améliorer pas seulement les conditions, mais aussi la conscience, l'éveil intellectuel, pour ne pas tomber dans l'aliénation tout le temps. Il faut essayer de s'en sortir un peu, même si c'est dans les rêves. Il faut vivre dans l'utopie qu'on peut faire quelque chose tous les jours. Je veux être une cellule cancéreuse. Il s'agit d'empoisonner ce système ; l'empoisonner, l'ignorer aussi. Etre une cellule cancéreuse, c'est jouer le rôle de propriétaire. Ici, on est dans un grand Monopoly: il y a les cases pour les

riches et les cases pour les pauvres. Avec 1.000 euros chacun dans notre coin, on ne fait pas grand chose. Mais, si on met ensemble les 1.000 euros de chacun, par exemple 10 personnes, ça fait 10.000 euros. C'est déjà une somme importante. Et, par rapport au logement, on peut avoir plus de place si on collectivise. C'est une manière « autonome » dans un projet alterna-

Il faut résister, on n'a rien d'autre à faire. La lutte est longue. Il faut être conscient que, nous, on est en-bas et on a les armes qu'on a.

« Concertation » ou mobilisation et grève générale ?

« En juin, nous étions 100.000 dans les rues pour réclamer des mesures urgentes. Depuis, rien n'a bougé ou presque, sauf les prix, qui ont continué à grimper denrées alimentaires + 7,9 %, électricité + 20%, gaz naturel + 50 %, mazout de chauffage + 59 %). »1

Suite à ce constat, la CSC, la FGTB et la CGSLB ont décidé... une « journée d'action » afin de donner un « Avertissement au gouvernement et aux employeurs », alors que, un peu partout dans le pays, à la base, une grève générale était réclamée. En dépit de cette retenue des directions syndicales nationales, beaucoup de travailleurs ont quand même opté pour la grève le 6 octobre.

Mais le lendemain, Luc Cortebeeck, de la CSC, a tenu à tranquilliser les patrons :

« Il n'est pas question de gradation dans les actions. Il est à présent question de concertation. Nous ne pourrions pas comprendre qu'après cette journée d'actions, les autres parties au dialogue [les patrons et le gouvernement] ne prennent pas leurs responsabilités. »² Il est vrai que Cortebeeck est très compréhensif envers les problèmes... des patrons: « Nous connaissons la situation économique, et nous savons qu'elle va avoir un impact sur les entreprises, comme des ruptures de crédits ou des problèmes pour lever des fonds pour les investissements. C'est pour cela que nous demandons un soutien du pouvoir d'achat, mais que nous sommes conscients également de la nécessité de préserver l'emploi. »2

L'expérience montre que ce n'est pas par des concessions aux patrons que nous allons « préserver l'emploi » et mettre à l'abri notre pouvoir d'achat. Nous devons exiger de nos directions syndicales un plan de lutte conséquent, discuté à la base, pour imposer nos revendications par la grève générale, premier pas pour combattre le système lui-même, c'est-à-dire le capitalisme qui n'a d'autre perspective que l'intérêt des actionnaires et la misère des travailleurs.

Des comités dans les lieux de travail pour préparer et mettre en pratique un plan de lutte et une véritable grève générale pour imposer nos revendications!

¹ Tract du front commun

² Le Soir 07.06.2008

Crise et pouvoir d'achat

Les concessions d'aujourd'hui constituent les nouveaux profits de demain et les souffrances d'après-demain

Les conséquences de la crise

Les sauvetages de Fortis, Dexia et KBC nous ont montrés de manière choquante comment le gouvernement peut débourser sans hésiter des milliards d'euros quant il s'agit des intérêts des grands spéculateurs. Cela fait des années qu'il nous dit que nous devons faire des efforts pour réduire la dette, et voilà qu'en un claquement de doigt, le gouvernement l'augmente de manière spectaculaire. Fin 2007, l'endettement public de l'Etat belge s'élevait à 280 milliards et représentait 85% du PIB. Aujourd'hui, avec une vingtaine de milliards d'euros de liquidités injectées au total en quelques semaines, elle atteindrait 89% du PIB. Cette dernière élévation de la dette représente une augmentation de charge de 450 millions par an dans le budget national (pour rembourser les intérêts de la dette contractée), soit 42,41 euros par habitant, environ 100 euros par ménage et par an, pendant de longues années.1 Cette somme sera inévitablement déduite des finances publiques, au détriment de la qualité de vie des travailleurs...

Ce n'est pas tout. Pour les travailleurs, il y a des conséquences qui sont bien plus immédiates. La crise financière a surtout mis à nu un syndrome latent et structurel du système capitaliste : la crise de surproduction ou, ce qui revient au même, la crise de notre pouvoir d'achat : avec des moyens de plus en plus important, on produit de plus en plus, mais sans que cette production trouve des acquéreurs, faute de pouvoir d'achat (en note, renvoi vers le CI). De ce fait, la crise financière intensifie le sauve-qui-peut dans la recherche de profit et accélère les restructurations et les fusions des entreprises, une tendance permanente à la concentration et aux monopoles. Beaucoup de marques d'automobiles ont annoncé une réduction de leur production... et une réduction de l'emploi. Volkswagen, qui produit encore des Polo à Forest, a annoncé qu'il pourrait supprimer jusqu'à 25.000 emplois intérimaires. La marque Volvo compte supprimer 3.000 emplois, dont 250 sur leur site de Gand. Chez DAF-Trucks, c'est 750 emplois qu'ils voudraient faire passent à la trappe. Parmi ses réductions d'emplois, certains groupes industriels optent pour la mise au chômage économique temporaire. Elle est socialement moins risquée et permet plus de souplesse pour le patron. Elle remet également une fois de plus la crise de la production capitaliste sur le dos de l'Etat. C'est le cas de Général Motors en Allemagne où 6.500 travailleurs sont concernés. C'est le cas aussi de ArcelorMittal, où 1,200 emplois seront perdus, et de Duferco Belgium, qui compte 3.500 emplois et qui a annoncé une réduction de production de 30%. L'automobile et le secteur du métal dans son ensemble sont particulièrement concernés, mais une longue lutte a relevé un autre type d'attaque patronale. La direction de la chaîne de distribution Carrefour tente d'imposer un changement de convention collective qui lui permettrait de payer au minimum 25% en moins son personnel. Suite à l'application de cette nouvelle convention pour les 150 employés du nouveau magasin de Bruges, les grèves se sont multipliées dans un grand mouvement solidaire entre les différents sites à travers tout le pays depuis des semaines, pour dénoncer ce dangeprécédent. Même type d'attaque chez Ikéa, où les conditions de travail sont durement attaquées. De leur côté, tout juste un mois après la grève nationale sans lendemain du 6 octobre, les fonctionnaires des administrations publi-

ques de Bruxelles ont réitéré une grève régionale pour exiger des augmentations salariales conséquentes.

Ils veulent nous faire payer

Alors que nous subissons déjà de plein fouet les effets de cette nouvelle crise du capitalisme, on nous annonce que le pire est à venir et qu'il s'agit de se serrer davantage la ceinture. Ainsi, début novembre, le Conseil Central de l'Economie (CCE) - une institution dans laquelle participent les directions des syndicats - a annoncé dans son rapport, qui se base sur le principe de compétitivité avec nos voisins et sert de référence pour la norme salariale négociée lors de l'Accord interprofessionnel, que les marges pour une augmentation de salaire seront faibles... ou nulles. En effet, deux scénarios ont été présentés. Soit une norme de 6,4% dont une indexation estimée de 5,6%, c'est à dire une marge de 0,8% d'augmentation de salaires. Soit une norme de 5,1% compte tenu d'une indexation de 5,1%, autrement dit aucune marge pour une quelconque augmentation. Pour bien démoraliser et rendre coupable les travailleurs, les organisations patronales (FEB, l'Unizo, l'UCM et Agrofront) insistent et déclarent à l'issu de la déclaration du CCE que: « Si les partenaires sociaux n'unissent pas leurs efforts pour maîtriser les coûts salariaux, cette hypothèque intenable sur la compétitivité des entreprises belges va entraîner de nouvelles restructurations, faillites et pertes d'emploi et, partant, une perte de pouvoir d'achat »2. Le jour même, le gouvernement reprend directement: « dans ce contexte d'inflation élevée. la maîtrise des coûts salariaux s'avère essentielle »3.

C'est avec cette logique que, rien que pour l'année 2007, le gouvernement a réduit les charges et offert d'autres cadeaux fiscaux aux patrons pour un montant de 7 milliards d'euros. Les intérêts notionnels ont coûté, selon les estimations, entre 1 et 2 milliards à l'Etat. Et cela sans aucune garantie sur l'emploi ou un quelconque bien-être pour les travailleurs bien entendu...

Dans le budget 2009 récemment bouclé, et vivement critiqué, seuls 200 millions ont été prévus pour « des mesures en faveur du pouvoir d'achat des bas salaires, des pensionnés et des allocataires sociaux »4. En fait, il ne s'agit que de mesures pour compenser partiellement la perte de pouvoir d'achat de ces secteurs. D'autre part, lorsque I'on compare cette somme aux milliards de cadeaux patronaux ou aux milliards versés dans les gouffres de la finance, c'est dérisoire et tout à fait méprisant vis-à-vis des travailleurs qui se sont mobilisé pour des augmentations salariales, en décembre 2007, en juin 2008, récemment encore en octobre, sans compter les nombreuses grèves qui se succèdent encore actuellement.

Dans son Plan pour l'emploi, début novembre, Milquet rappelle que obiectif numéro un est l'amélioration du taux d'emploi. Pour ce faire, elle veut encore accentuer l'activation des chômeurs et elle cible particulièrement la mise à l'emploi des aînés, des jeunes et des femmes. Comme on l'a déjà dit, le taux de chômage ne va pas s'arranger avec la crise. Pourtant, dans ce contexte de crise et de perte d'emplois, la ministre continue à en accuser les chômeurs. En fait, elle poursuit la politique du gouvernement qui n'est rien d'autre que d'exclure des sans-emploi du système d'allocation de chômage et de forcer encore davantage les chômeurs à accepter des boulots précaires. Car si le gouvernement se félicite que dans les groupes ciblés par ces mesures d'activation, le chômage a baissé, il ne dit pas à quel prix : l'augmentation de la précarité, des bas salaires, le recours à l'intérim et d'autres statuts qui offrent

« La lutte contre le chômage, la flexibilité et la précarité de l'emploi, les fermetures d'usines, la détérioration des services de santé, d'éducation, de mobilité, de logement, etc., doit partir du combat patient mais incessant contre le concept généralisé de "crise" tel qu'il est avancé par les patrons, le gouvernement et les directions syndicales, c'est-à-dire comme une calamité naturelle qui n'aurait pas de responsables, dont tous les "gens", depuis les grands banquiers jusqu'au dernier travailleur, seraient victimes, et contre laquelle tous devraient être solidaires. Pour nous, il y a d'un côté la grande majorité des "gens", ceux qui produisent la richesse. le profit, et une minorité des "gens", ceux qui s'approprient ce profit. La crise du capitalisme n'est pas une calamité de la nature sur laquelle l'homme n'aurait pas de prise. Elle est inhérente aux contradictions internes du système et ne peut que donner lieu à une lutte acharnée de ceux qui détiennent les entreprises contre ceux qui n'ont pas d'autre choix que de vendre leur force de travail pour faire fonctionner ces entreprises. »

Programme de la LCT - novembre 2006

des réductions de charges pour le patron. Bref, le gouvernement est clairement dans un camp, celui des patrons, pour faire payer la crise aux travailleurs.

Une bataille idéologique

Dans cette situation dramatique, nous ne devons pas nous résigner aux discours patronaux qui prétextent leurs difficultés comptables pour aggraver nos conditions de travail. Les organisations syndicales doivent refuser le chantage à la compétitivité. Nous devons leur répondre : nous n'avons aucune responsabilité à assumer dans cette crise, c'est vous qui en êtes responsables et nous refusons d'en payer les conséquen-

Nous devons exiger l'arrêt des procédures de contrôle d'activation des chômeurs et refuser toute diminution progressive des allocations. Les syndicats doivent refuser cette chasse aux chômeurs et exiger l'augmentation des allocations de chômage et de remplacement. Nous devons refuser leur chantage à l'emploi : l'expérience montre amplement que donner des avantages aux patrons ne crée pas d'emploi. Il faut exiger une diminution du temps de travail, sans perte de salaire. Nous devons exiger de redistribuer le travail disponible actuellement, à l'ensemble de la population.

Pour faire face au détricotage de notre salaire, nous devons exiger la révision de notre svstème d'indexation des salaires. Nous exigeons le retour du pétrole dans l'index, l'augmentation de la pondération du logement et de l'énergie qui n'y est compté que pour 15%.

Nous exigeons une taxe sur les grosses fortunes ainsi qu'un impôt progressif sur les hauts salaires.

Et face à chaque nouvelle agression du patronat nous devons répondre par la lutte avec des revendications offensives. De la part des sommets syndicaux, cela commence par l'arrêt de la participation aux mécanismes de concertation sociale. Car l'urgence n'est pas de bavarder et de se faire amadouer par le patronat dans des groupes, des conseils, mais bien d'organiser la lutte à la base. Seulement sous cet aspect, nous sommes prêts à négocier, avec un rapport de force favorable.

La lutte comme seule alternative

Les travailleurs de UCB, Carrefour. Ikea, des fonctionnaires publics montrent la voie. Si le gouvernement Dehaene (avec les « socialistes ») a adopté sa Loi sur la compétitivité en 1996 pour comparer nos salaires avec ceux de nos voisins, nous pouvons aussi comparer, et prendre exemple sur leurs luttes. Les métallos allemands sont sortis en masse dans la rue et réclament une hausse salariale de 7 à 8%. Faisons de même, suivons l'exemple!

Notre arme la plus forte : la grève. On a bien vu la réaction du patronat lors des piquets chez Carrefour où il a appelé la justice. Et la justice envoie des huissiers pour casser les piquets de grèves au nom de la « protection de la propriété privée ». Ce qui est sûr, c'est que la Justice a choisi son camp: celui des patrons. Ce qui est sûr aussi, c'est que ce n'est pas cela qui arrête les travailleurs, qui continuent de plus belle.



Mais toutes ces luttes pour l'amélioration de nos conditions de vie doivent être coordonnées dans des actions massives. Il faut que les syndicats organisent sérieusement un rapport de force pour empêcher que les patrons et le gouvernement nous fasse payer la crise économique. Pour cela il faut ressortir l'outil de la grève générale, un instrument puissant de lutte capable de déclencher un mouvement plus large dans toutes les entreprises. Pour qu'elle soit une véritable réussite, une convocation « d'en haut » d'une « journée d'action » par les directions syndicales, comme se fût le cas ce 6 octobre, ne nous suffit pas (voir encadré, p.4). La grève générale doit

être non seulement poussée mais organisée par la base, par des assemblées, démocratiquement. Seule la lutte dans la rue et sur nos lieux de travail nous apportera une quelconque amélioration de nos conditions de vie dans ces temps de crise aiguë du système capitaliste. Tous ensemble, tous ensemble:

La Libre, 28/10/08 www.rtbf.be/info/cce-eviter-lesderapages-salariaux-patronat-53589 ³ Déclaration du gouvernement sur sa politique générale, 14/10/2008 www.lecho.be/actualite/belgique/Accord _au_federal_sur_le_budget_2009.80903 15-589.art

Non aux astreintes! Non au service minimum! Pas touche au droit de grève!

Non à la chasse aux chômeurs!

Pour une indexation représentative de l'inflation, révision de l'index! Le pétrole dans l'index!

Pour une réduction du temps de travail, sans perte de salaire!

Pour une grève générale organisée par la base!

Le gouvernement maintient des travailleurs dans l'illégalité

De nombreuses actions du mouvement de soutien aux sans papiers ont eu lieu depuis le mois de septembre, réclamant que le gouvernement tienne ses promesses en matière de régularisation. Des sanspapiers qui ont fait des grèves de la faim sont toujours à la recherche d'un domicile et d'une promesse de travail pour pouvoir profiter d'un titre de séjour tant attendu. Mais le gouvernement refuse de régulariser massivement. Pire, dans la déclaration du gouvernement du 16 octobre, Leterme ne parle même pas de régularisation. Le thème a fait l'objet récemment d'un débat public « Circulations interdites », le samedi 25 octobre au Festival des Libertés, avec la participation de Maria Arena (ministre de l'Intégration sociale), Freddy Roosemont (directeur général de l'Office des étrangers et représentant de Annemie Turtelboom, ministre de la politique d'asile et de l'immigration) Emmanuel Terray (anthropologue et auteur de Le travail des étrangers en situation irrégulière ou la délocalisation sur place) et Benoît Van Der Meerschen (président de la Ligue des Droits de l'Homme).

Les familles libres?

Beaucoup attendait que le gouvernement annonce le 16 octobre l'adoption de la circulaire promise dans l'accord gouvernemental. Mais le texte mentionne seulement son engagement à ne plus enfermer de mineurs dans des centres fermés. 1 Ne plus enfermer les enfants en prison, c'est un acquis du mouvement qui dénonce depuis des années la situation désastreuse pour les enfants, mais le gouvernement les maintient en détention surveillée au lieu de les libérer. Les familles devront signer un contrat et s'engager, bien sûr, au retour volontaire. Bref, la marche de leur expulsion suivra son cours.

Enfin, le gouvernement maintient en centres fermés les familles qui s'y trouvaient avant la date de cette décision, et en enfermera encore dans le cadre de mesures exceptionnelles!1

C'est cette décision du gouvernement que Maria Arena, ministre fédérale PS de l'intégration sociale, défendait, lors du débat, comme un résultat de la participation du PS au gouvernement. Cette honteuse déformation de la revendication du mouvement est bien la seule chose que le PS ait faite depuis sa participation au gouvernement. Mais c'est finalement assez logique, car le PS n'est ni pour la fermeture des centres fermés ni pour l'arrêt des expulsions. Et il n'y a pas un mot sur le projet de mesures moins médiatisées du gouvernement Leterme, appliquées par sa ministre de l'immigration, qui prévoit la création d'une nouvelle institution spécifique pour les demandeurs d'asile avec des problèmes comportementaux.² Bref, pour tous ceux qui se révoltent et qui refusent leur expulsion. Mais là encore, le PS essayera de nous faire croire que c'est la faute aux libéraux!



Les centres fermés et les expulsions

Dans ce système capitaliste, les patrons ont besoin de trouver de la main-d'œuvre bon marché et avec peu de droits sociaux. Le problème est que, dans de nombreux secteurs comme le nettoyage, la construction, l'horeca, la cueillette, le patron ne peu pas délocaliser la production. Il faut alors trouver comment pouvoir profiter d'une main-d'œuvre pas chère et sans les droits sociaux des travailleurs légaux, pour faire plus de

Et c'est là qu'intervient la répression sur les travailleurs sans papiers ainsi leurs familles, l'acharnement du gouvernement à maintenir les centres fermés et les expulsions.

L'anthropologue E. Terray, éga-

lement présent à ce débat, note dans un article que le chiffre des expulsions en France est faible si l'objectif est de chasser tous les illégaux « mais en vérité il est à la fois assez élevé pour maintenir les immigrants illégaux dans l'insécurité et dans la peur, et assez faible pour qu'un

> nombre significatif d'entre eux reste à la disposition des employeurs »3. Le constat est similaire pour la Belgique où le nombre d'expulsions en 2007 était, selon les chiffres officiels. de 8.345 et on estime à 150.000 le nombre de sans papiers...

Peu de régularisations, beaucoup de bénéfice pour les patrons

Lors du débat, Arena insistait sur la nécessité de répondre au désespoir des sans papiers et qu'il fallait donc parler de la régularisation. Voilà un touchant geste de la ministre qui dit se battre pour la régularisation... Mais si ce désespoir existe et pousse des centaines de sans-papiers à mettre leur vie en danger dans des grèves de la faim, c'est bien la faute aux promesses non tenues par tous les partis au parlement, et en particulier par le PS. Di Rupo disait, l'année passée, qu'il n'entrerait pas dans un gouvernement sans un accord sur la régularisation. Et il savait très bien que les sans-papiers et leurs soutiens attendaient un accord pour une large régularisation. Mais il a plutôt préféré accords obtenus les « l'immigration choisie » qui permet aux patrons de bénéficier d'une main-d'œuvre légale, dans des secteurs précis et avec peu de droits.

Face à cette politique du cas par cas, nous devons au contraire nous battre pour la régularisation de tous, car c'est la seule solution pour mettre un terme à cet esclavage moderne. Entre-temps, nous nous battrons pour chacun(e) - et chaque régularisation est une victoire dans cette lutte - mais sans nous arrêter en chemin. Car, comme au temps de l'esclavage, nous luttons l'affranchissement de tous, c'est-àdire la régularisation de tous les sans papiers, sans condition. C'est dans cette lutte contre le patronat et son gouvernement que nous devons avancer pour, ensemble, mettre un terme à leur criminel svstème d'exploitation.

1 Déclaration du gouvernement sur sa politique générale, 14.10.2008. www.yvesleterme.be www.rtbf.be 27/08/08

³ L'Etat Nation vu par les sans papiers, Actuel Marx nº44, septembre 2008.

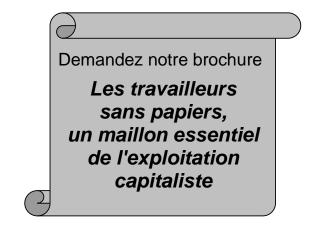
Libération réelle et régularisation immédiate de toutes les familles encore détenues! Fermeture des centres fermés! Arrêt des expulsions! Régularisation de tous les sans papiers!



Unité de classe contre la chasse aux sans papiers

La répression à l'égard des travailleurs sans papiers permet de les maintenir dans un véritable esclavage et de faire pression sur les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs. Pour faire face à cette agression du patronat et du gouvernement contre l'ensemble des travailleurs, il est nécessaire de frapper l'ennemi au cœur de son système : les patrons qui exploitent le travail au noir auquel les sans-papiers sont contraints. C'est ce qu'ont commencé à faire des travailleurs sans papiers de France qui, avec des syndicalistes combatifs de la CGT, se sont mis en grève. C'est ainsi qu'ils ont déjà obtenu des centaines de régularisations, bien que souvent avec des titres de séjours temporaires. Cela démontre que, en se battant comme travailleur syndiqué pour ses droits, il est possible d'arracher des victoires sans se mettre en position de faiblesse face à l'ennemi comme lors d'une grève de la faim. Bien plus important encore, le travailleur sans papiers entre en relation avec ses camarades avec papiers. Ainsi, il fait avancer la conscience que nous sommes tous, avec ou sans papiers, esclaves

du patron et qu'il est nécessaire de s'unir pour défendre nos droits à tous et mettre fin à cette terrible exploitation. Ici aussi, les syndicats doivent organiser la lutte à la base contre les patrons qui profitent des sans-papiers en exigeant leur régularisation avec l'octroi d'un permis de travail illimité!



Permis de séjour et de travail illimité pour tous ! Syndicalisation des travailleurs sans papiers, aux mêmes conditions que les travailleurs avec papiers! Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs! Nous publions ici la traduction du n°144 - octobre 2008 - de Correo Internacional, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

La crise de l'économie mondiale

Le capitalisme entraîne le monde dans l'abîme.

Seule une Révolution Socialiste peut sauver l'humanité.

Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - O.I.



On se souviendra de l'année 2008 comme étant celle de la manifestation d'une des plus grandes crises de l'histoire du système capitaliste. Ce qui paraissait être une crise cyclique comme tant d'autres, est apparue dans ses véritables proportions. Depuis le 15 septembre, avec la chute de la banque Lehman Brothers, la panique s'est installée sur les marchés capitalistes du monde entier. Quelquesunes des plus grandes banques des Etats-Unis et d'Europe sont entrées

en concordat,1 ont chuté ou sont entrées en faillite dissimulée. L'offre de crédit est gelée de manière

¹ Le terme de « concordat » est employé ici pour désigner des procédures, variables selon les pays, destinées à empêcher, ou seulement à retarder, la mise en faillite d'une entreprise.

généralisée. Ni les institutions financières ni les capitalistes individuels ne veulent prêter d'argent. Le manque de crédit menace de paralyser l'économie américaine à un tel point que la FED (la banque centrale des Etats-Unis) prête de l'argent directement pour que les entreprises puissent fonctionner, ce qui est totalement hors de ses attributions. Les gouvernements des principaux pays impérialistes sont intervenus, en injectant plus de mille milliards de dollars dans les banques et dans l'économie. Ceci n'a pas arrêté la crise. Jour après jour, on assiste aux plus importantes chutes boursières, depuis de nombreuses décennies. Pour la seule première semaine d'octobre, les bourses du monde entier ont accusé des pertes globales de 6 200 milliards de dollars dans la valeur des actions. Les actions des plus grandes entreprises du monde « s'évaporent », comme celles de General Motors et Exxon, considétraditionnellement comme solides. Voilà ce qu'est devenue, sans exagération, la situation actuelle de l'économie mondiale.

Le « paquet » qui vient d'être approuvé, le 12 octobre, par huit pays européens (paquet qui destine plus de 2 000 milliards de dollars à l'aide des banques) et des mesures semblables des gouvernements des Etats-Unis (700 milliards de dollars, uniquement pour le « plan Paulson »), de l'Australie et des pays du Moyen Orient - une intervention étatique sans précédent dans le système financier mondial - ne parviendront pas à inverser la crise ni à empêcher la récession. Cela pourrait peut-être calmer les marchés pour quelques jours, mais les effets globaux de cette opération gigantesque sur les budgets, les dettes publiques et les taux d'inflation des pays concernés, peuvent produire des répercussions encore plus négatives dans le futur.

La crise de l'économie capitaliste est une réalité qui se trouve aujourd'hui au centre de tous les événements mondiaux. D'autre part, il s'agit d'un processus qui en est à peine à ses débuts et qui va affecter, dans une mesure plus ou moins grande, tous les pays. Il n'y a pas de doute que les répercussions les plus graves retomberont sur les travailleurs et les pauvres du monde entier.

Le système financier des Etats-Unis et de l'Europe est en pleine faillite. La banque Lehman est tombée, Merril Lynch a été incorporée à la Bank of America, Bearn Stearns a été reprise par Morgan Stanley, Wachovia est passé à Wells Fargo et Goldman Sachs a mis en vente son paquet d'actions. Fannie Mae et Freddie Mac, les deux plus grandes entreprises de la branche hypothécaire des Etats-Unis, sont tombées et ont été nationalisées par le gouvernement américain. La compagnie d'assurances AIG (la plus grande des Etats-Unis et du monde) est tombée, elle aussi. Washington Mutual, la plus grande banque du secteur immobilier des Etats-Unis, a connu le même sort.

Cette violente centralisation de capitaux dans le système financier s'est étendue à l'échelle internationale: HBOS d'Angleterre a été acquise par Lloyds, et Santander (Espagne) a absorbé les succursales de Bradford and Bingley. Les gouvernements européens ont été obligés d'intervenir pour sauver la Banque Fortis (la plus grande de Belgique), HBOS et Bradford-Bingley (les deux d'Angleterre), et Hypos Real Estate (principale banque de financement immobilier d'Allemagne).

Le gouvernement d'Angleterre a étatisé partiellement les banques les plus importantes du pays, en injectant 50 milliards de livres dans ces institutions en échange d'une partie des actions. C'était une

« étatisation » pour sauver les banquiers, parce que l'Etat recapitalise leurs entreprises mais permet qu'ils continuent à être les propriétaires des banques. Le gouvernement des Etats-Unis et d'autres gouvernements de pays impérialistes suivront peut-être cet exemple.

Il y a eu une énorme « combustion » de capital fictif dans cette courte période : des crédits titres chargés de « pourris », des hypothèques insolvables, des actions survalorisés, etc. Mais il y a eu aussi des pertes de capital réel, touchant principalement les fonds de pension et de petits investisseurs qui ont mis leurs économies dans des titres ou des actions.

Il y a déjà une récession dans les pays capitalistes impérialistes, en commençant par les Etats-Unis, une récession qui s'étend au monde entier. La France compte déjà avec deux trimestres de suite de croissance négative. Le Japon a subi une chute de 2% du PIB au second trimestre de cette année. Il y a déjà une récession en Italie, en Angleterre et en Espagne. Il y a aussi une récession dans certains des pays plus faibles d'Europe, comme l'Islande et l'Irlande. Il y a eu une chute des ventes d'automobiles aux Etats-Unis, avec une moyenne de 30% en septembre. General Electric, une des plus grandes entreprises du monde, a connu une chute de 12% de ses ventes et cherche du financement.

On ne peut pas encore prévoir si cette récession va durer à peine deux ou trois ans ou si elle va inaugurer une longue période de dépression, semblable à celle qui a suivi la crise de 1929. Ce n'est pas par hasard que la plupart des économistes bourgeois ou des dirigeants politiques mentionnent la crise de 1929. Ils le font pour nier que le monde est sur le point d'entrer dans une période semblable, ou bien pour souligner les similitudes entre les deux processus et, ainsi, tirer la sonnette d'alarme sur le risque que la crise puisse évoluer vers une situation semblable ou pire. La crise de 1929 est un fantôme qui fait peur à la bourgeoisie mondiale parce qu'elle sait que cela signifierait une période prolongée de déclin du capitalisme lui-même, avec des conséquences politiques énormes.

De toute manière, il s'agit déjà, au moins, de la plus grande crise de l'économie mondiale depuis 1929. Il y aura certainement des pays plus touchés et d'autres moins, mais aucun pays n'échappera aux effets de la récession installée dans les pays impérialistes.

En outre, cette crise économique a une particularité qui fait qu'elle dépasse les précédentes, qu'elle est plus généralisée et dévastatrice que celles des années 90 : son épicentre se trouve aux Etats-Unis, la plus grande économie du monde et le cœur de l'impérialisme. Ceci fait que la crise est porteuse d'un potentiel maximum d'extension et d'approfondissement. Les pays les plus fragiles et dépendants n'ont aucune possibilité d'échapper à ses effets.

L'évolution de la crise

La crise actuelle est apparue, dans un premier temps, sous la forme d'une crise immobilière aux Etats-Unis. Au cours des dernières années, les banques américaines ont offert de façon généralisée des crédits hypothécaires à des acheteurs d'immeubles de haut risque (les « subprimes »), en percevant des intérêts élevés.

Ces hypothèques étaient « emballées » par de grandes compagnies hypothécaires et transformées en papiers, ou titres, négociés par la suite sur le marché par des courtiers et des banques d'investissements, recueillant ainsi davantage de capitaux et permettant à

ces compagnies d'offrir davantage de crédits.

Les titres ont été assurés par des compagnies d'assurances et ont été évalués avec de bonnes notes dans un mouvement permanent d'équilibre et de déséquilibre. Chaque crise a, toutefois, ses particularités et sa portée. La crise actuelle se manifeste de manière particuliè-



par des agences de classification de risque, comme et Standard & Poor's. De cette manière, les papiers ont été achetés par des investisseurs du monde entier, à travers les grandes banques et les fonds de pension.

Ce schéma spéculatif, semblable aux célèbres « pyramides », s'est écroulé quand il est devenu évident que des millions d'acheteurs ne pourraient pas payer leurs hypothèques. Les banques ont commencé à reprendre les maisons des endettés insolvables. Cela a donné lieu à une grande offre d'immeubles, offre qui a fait baisser brusquement les prix, ce qui a mis en évidence que des banques, des entreprises de vente, des compagnies immobilières, des compagnies d'assurances et des investisseurs en général, loin de pouvoir obtenir des profits, auraient de lourdes pertes sur le capital investi.

La crise financière actuelle est une manifestation supplémentaire d'un processus permanent de croissance-essor-crise-dépression, propre du système capitaliste, qui est en proie à des crises cycliques depuis le début du 19^{ème} siècle, rement violente par la situation du capitalisme impérialiste et de la lutte de classes dans l'époque où nous vivons. En réalité, les contradictions qui explosent maintenant se sont accumulées pendant plusieurs années.

Pendant les années 1990 et le début du 21^{ème} siècle, après des décennies de crise, l'impérialisme est parvenu à inaugurer une période d'expansion et de croissance à travers l'augmentation énorme de l'exploitation des travailleurs du monde entier et d'un véritable processus de recolonisation des pays exploités. Cela s'est passé de différentes manières:

- A travers la restauration du capitalisme en Chine, en Russie et dans les anciens Etats ouvriers de l'Europe de l'Est et d'Asie. Ceci a permis que l'impérialisme exploite directement les travailleurs de ces pays, principalement la Chine qui est devenue « l'usine du monde », en payant des salaires de misère et en extrayant ainsi une énorme masse de survaleur.
- Avec l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits des

transnationales dans les pays où le capitalisme a été restauré et aussi dans les pays où les Traités de libre échange (ou TLC) ont été imposés.

- Avec la faillite des monopoles étatiques pour l'exploitation des richesses naturelles des pays pauvres, suivie d'un véritable pillage de ces ressources par les transnationales.
- En imposant un processus vaste et généralisé de privatisation d'entreprises étatiques et de services publics, ce qui a permis aux entreprises impérialistes d'exploiter directement tout un secteur des travailleurs des pays périphériques et des pays impérialistes eux-mêmes. Ceci a permis d'obtenir des profits énormes, une exploitation dont ces entreprises profitaient auparavant seulement de manière indirecte.
- En créant de nouvelles façons d'augmenter l'exploitation du travail salarié, ce qu'on appelle la « flexibilisation du travail », c'est-à-dire la sous-traitance, toutes sortes de contrats précaires, l'élimination des conquêtes et acquis ouvriers, l'augmentation de la journée de travail, etc.

Toutes ces formes exploitation et d'expansion des marchés ont permis une augmentation du taux de profit (la relation entre la survaleur appropriée par le capitaliste et le capital investi par lui). Les nouvelles technologies numériques ont aussi permis d'augmenter la productivité et de créer un marché financier mondial qui fonctionne « on-line », et permet un rythme instantané de partage de bénéfices, d'accumulation et de suraccumulation de capital.

Tous ces processus ont abouti à l'extraction d'une énorme masse de survaleur. Il y a eu une grande suraccumulation de capital. Toutefois, cette suraccumulation de capital provoque une chute du taux de profits dans la mesure où le

numérateur de l'équation (la survaleur) reste inchangé, alors que le dénominateur (le capital) augmente. Le capital cherche alors, le plus rapidement possible, de nouveaux investissements par lesquels obtenir des profits et inverser la chute du taux de profit.

Pendant les dernières décennies, cette suraccumulation de capital a provoqué une grande augmentation du capital fictif, c'est-à-dire du capital qui n'est pas investi dans la production directement, mais dans la spéculation, sous différentes formes.

En général, cette grande masse de capital disponible est injectée de nouveau dans l'économie sous la forme d'une énorme offre de crédit (actions en bourse, titres divers, titres de la dette publique, crédits pour l'exportation, crédits pour les entreprises, crédit au consommateur), sur lequel les capitalistes espèrent obtenir une rémunération plus grande et plus rapide que celle obtenue dans la production.

Mais ce mouvement provoque un endettement brutal, non seulement des consommateurs individuels, mais aussi des entreprises et même des Etats. La dette publique des Etats-Unis, par exemple, a franchi déjà le 30 septembre 2008 le montant incroyable de 10 000 milliards de dollars.

Lors de la dernière crise mondiale, en 2001-2002, l'impérialisme a cherché à en atténuer les effets, et à générer un nouveau cycle de croissance, en baissant les taux d'intérêts et en facilitant encore plus l'offre de crédit, parmi d'autres mesures. Avec cela, il est parvenu à stimuler la consommation et à restaurer le taux de profit pour une courte période.

Ceci a été combiné avec une autre politique fondamentale du gouvernement Bush: entamer les guerres d'Iraq et d'Afghanistan, et augmenter ainsi violemment les dépenses du budget militaire et stimuler une croissance généralisée de l'industrie militaire et des secteurs liés à l'approvisionnement de l'armée.

Toutefois, les deux mesures ont représenté une fuite en avant, c'està-dire qu'elles sont parvenues à atténuer la crise de 2001-2002 mais seulement en augmentant les contradictions du capitalisme américain. D'une part, elles ont amené à l'endettement généralisé des entreprises, des consommateurs et de l'État à des niveaux insupportables. D'autre part, la résistance héroïque des masses irakiennes et afghanes a donné lieu à une crise politique dans l'impérialisme et à une extension des guerres au-delà de toute prévision, et donc des dépenses publiques et de la dette de l'Etat.

C'est pourquoi, cette crise est particulièrement explosive. Outre sa nature commune à toutes les crises du capitalisme (qui se manifeste par une chute abrupte du taux de profit et un déséquilibre qui mène à une crise de surproduction), elle comporte un élément qui contient un potentiel énorme. Nous parlons de la crise du système financier des Etats-Unis et de l'Europe qui, par le biais de la mondialisation du capital et du développement spectaculaire de la technique, atteint déjà le monde entier, en reproduisant cet endettement énorme des consommateurs, des entreprises et des Etats.

L'hypothétique « décollage » des pavs émergents est un mythe.

célèbre thèse La « décollage » de ce qu'on appelle les « pays émergents » qui, étant des puissances supposées en ascension, pourraient échapper à la crise, s'est avérée être un mythe. Il existe une seule économie et un seul marché, à échelle mondiale. Les économies nationales sont des parties de cet ensemble et lui sont subordonnées. Comme nous

l'avons déjà dit, le centre de la crise est la principale économie de la planète, les Etats-Unis, ce qui fait que ses effets sont étendus aux économies de tous les pays, principalement les pays avec une économie plus faible ou secondaire.

Les pays « émergents » sentent déjà ces effets. La crise financière a déjà affecté la Russie où, en une semaine, les sessions de la Bourse ont déjà été interrompues quatre fois, dans une tentative d'empêcher la fuite de capitaux. Dans la seule journée du 6 octobre, la Bourse de Moscou a connu une chute de 19% et le gouvernement a été obligé de suspendre le fonctionnement boursier pendant deux jours pour éviter une chute complète du système financier.

En Amérique latine, ce n'est pas différent. Au début, les gouvernements latino-américains, comme ceux de Lula et de Cristina Kirchner, ont essayé de minimiser la crise alors qu'ils permettaient que les banquiers et les capitalistes internationaux et locaux retirent leurs capitaux avec des bénéfices extraordinaires, en profitant des remises de profits, des hauts intérêts payés par les gouvernements et du paiement des dettes externe et interne.

Maintenant, la crise mondiale est en train de déséquilibrer ces économies de plusieurs manières, par la fuite de capitaux, par la chute des exportations ou par la décélération de la production agricole et industrielle, suite à la chute de la consommation des pays impérialistes. Tout pointe vers la L'illusion récession. « décollage » s'est effondrée et les mêmes gouvernements qui auparavant minimisaient la crise, essayeront maintenant d'imposer son coût à la classe ouvrière et aux pauvres.

Les affirmations selon lesquelles le Brésil ou l'Argentine ou d'autres pays périphériques ne seraient pas affectés par la crise, n'ont pas seulement comme objectif de cacher l'inaction de ces gouvernements. Outre ceci, il y a un caractère intentionnel clair : les gouvernements de Lula, de Cristina Kirchner d'autres veulent « anesthésier » la classe ouvrière et les secteurs populaires; ils veulent les désarmer et leur lier les mains pour qu'ils acceptent de payer passivement les coûts de la crise, ou qu'ils se retrouvent totalement sans préparation face à l'inévitable lutte pour la survie contre la surexploitation, le chômage et la faim qui pointent déjà à l'horizon.

La crise économique va provoquer une crise sociale énorme

Comme dans toutes les crises de l'économie capitaliste, la bourgeoisie mondiale a déjà commencé à en s'en décharger sur le dos des travailleurs et des secteurs populaires. Les premières manifestations sont les restrictions du crédit au consommateur et les augmentations de prix. Par exemple, pour les seuls Etats-Unis, plus d'un million sept cents mille familles ont été expulsées de leurs maisons parce qu'elles n'ont pas pu payer leur hypothèque. Mais l'attaque qui reste à venir sera bien pire.

La récession provoquera une augmentation énorme du chômage. Toujours aux Etats-Unis, 750.000 personnes ont déjà perdu leur travail. Avant l'explosion des marchés financiers, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) prévoyait que le nombre de travailleurs au chômage partout dans le monde augmenterait de 5 millions cette année. Maintenant, ce nombre devrait beaucoup augmenter.

Les travailleurs immigrants dans les pays impérialistes, originaires de pays pauvres, seront les premier à souffrir du chômage, de l'augmentation du travail précaire et des lois contre les étrangers promulguées par les gouvernements de ces pays. La crise économique et le chômage provoqueront aussi la croissance de la xénophobie et du racisme, comme c'est déjà le cas en Italie et en Autriche.

D'autre part, dans plus de trente pays pauvres, il y avait déjà une crise sociale en raison de l'augmentation du prix des aliments et des combustibles. Dans ces pays, la récession et le chômage auront l'effet d'une véritable hécatombe sociale.

Les effets de la crise économique parmi les travailleurs contrastent avec les privilèges de la haute bourgeoisie. Le capitalisme cherche à sauver les banques avec des « paquets » étatiques qui, seulement aux Etats-Unis, s'élèvent déjà à plus de mille milliards de dollars.

Que signifient ces dépenses, face à d'autres nécessités aiguës de l'humanité? Selon l'ONU, 32 milliards de dollars suffiraient pour donner de l'eau potable à toute la planète. Selon la FAO, 30 milliards de dollars suffiraient pour mettre un terme au drame de 925 millions de personnes affamées dans le monde. Ce sont des quantités infimes, comparées avec la fortune destinée à sauver les banques qui ont été les protagonistes de la crise financière.

En outre, un autre mythe s'est effondré. Pendant des décennies, la propagande néo-libérale a fait l'apologie des privatisations, de la liberté du capital à agir sans limites, en obéissant seulement « aux lois du marché ». Ils demandent maintenant désespérément, réalité ils exigent, une injection d'argent public pour couvrir leurs pertes. Ce qu'ils disent, c'est que dans un moment de croissance économique et de grands profits, il faut privatiser l'Etat, mais qu'aux

moments de crise et grandes pertes, l'Etat doit financer les capitalistes. Privatiser les profits et socialiser les pertes, tel est la logique du capitalisme.

l'Etat afin de sauver les banques, les gouvernements des capitalistes chercheront à augmenter les attaques contre le niveau de vie des travailleurs, étant donné que les



C'est pourquoi, tous ne subissent pas la crise de la même façon. Les travailleurs perdent leurs maisons et leurs emplois, et beaucoup sont déjà menacés par la faim. Mais beaucoup de bourgeois, dont la spéculation a mené les banques à la faillite, conservent des privilèges scandaleux, presque obscènes. Des exécutifs de banques qui sont tombées ont perçu des « indemnisations » et des bonifications millionnaires. Richard Fuld, qui dirigeait la banque Lehman Brothers (qui a demandé le concordat en septembre), a reçu 45 millions de dollars en 2007. Stan O'Neal, de la banque Merryl Lynch (achetée par la Bank of America), a été mis à la retraite en emportant 161 millions de dollars d'indemnisations.

Mais que personne ne se trompe. Le coût de cette bienveillance avec les grandes banques et leurs exécutifs sera payé par les Etats avec l'argent public, c'est-àdire celui des travailleurs. Pire encore, pour dévier de l'argent de quantités énormes dépensées pour sauver les banques augmenteront le déficit du budget et la dette publique des Etats-Unis et des pays européens. Les gouvernements de ces pays chercheront à diminuer les dépenses de santé, d'éducation et des plans de retraite, assumées par l'Etat. Ils chercheront aussi à augmenter l'exploitation des pays périphériques, en faisant fonctionner leur « aspirateur » de capitaux bien connu.

L'impérialisme vit une crise poli-

Ce serait une grande erreur de penser que la crise se limite à la sphère de l'économie. L'échec économique a mis en évidence une crise politique dans le pays le plus puissant du monde. Cette désorganisation n'a pas seulement été le produit d'un gouvernement qui finit son mandat. Un des exemples les plus manifestes a été l'épisode du vote du paquet d'aide aux banques. Le gouvernement Bush, avec un appui total des deux candidats présidentiels, Barack Obama et John McCain, et les directions des partis démocrate et républicain, a été mis en échec lors d'un premier vote à la Chambre. Aujourd'hui, même après l'approbation du paquet, la crise ne cède pas de terrain. Le gouvernement Bush, la FED, le Congrès, personne ne contrôle la situation ou dispose au moins de mécanismes efficaces pour faire face à la crise.

La crise politique n'est pas nouvelle. Elle est le résultat de la défaite de l'offensive de l'impérialisme américain après les attentats du 11 septembre 2001. Cette action, dirigée par le gouvernement Bush, consistait à attaquer tous les pays exploités de la planète, principalement ceux qui disposent de grandes réserves pétrolières ou d'une position stratégique pour leur transport. La « guerre contre le terrorisme » a servi pour justifier l'attaque et la guerre contre l'Iraq et l'Afghanistan. Mais la résistance héroïque des peuples irakien et afghan a mené les troupes des Etats-Unis et de l'OTAN dans un bourbier qui ne permet déjà pas une victoire militaire. A ce fait s'ajoute le fiasco de l'impérialisme dans sa tentative de mettre en échec les processus révolutionnaires en Amérique latine. La résistance des travailleurs immigrants latins aux Etats-Unis et la lutte des travailleurs européens contre les réformes néo-libérales ont contribué aussi à cette défaite.

La crise politique de l'impérialisme américain a influencé de manière décisive le développement de la crise économique, au moins sous deux aspects. D'abord, parce que la résistance des peuples irakien et afghan a prolongé la guerre pendant plus de cinq ans, en obligeant le gouvernement américain à dépenser, jusqu'à présent, plus de 800 milliards de dollars dans le conflit, affaiblissant ainsi l'économie du pays. Deuxièmement, parce que le bourbier de la guerre s'est

traduit en un coût politique pour le gouvernement Bush, en l'affaiblissant profondément à l'heure où il a eu besoin de faire face à la crise économique.

Face à la catastrophe provoquée par le capitalisme, seule la classe ouvrière peut offrir une issue pour l'humanité.

Pendant plus de deux décennies après la restauration du capitalisme dans les pays du prétendu « socialisme réel », une propagande assourdissante, promue par la bourgeoisie mondiale et ses agents, prônait que le capitalisme était le seul système possible pour l'humanité, la source de richesse et de bien-être croissants pour toute la planète. Ils ont décrété « la mort du socialisme ».

La crise de l'économie mondiale vient de rétablir la vérité. Ce ne sont pas les politiques « néolibérales », les excès de la spéculation ou même le manque de réglementation qui l'ont provoquée, comme l'affirment beaucoup de penseurs bourgeois ou réformistes. Au contraire, les crises sont inhérentes au système capitaliste. Elles font partie de son essence.

Le capitalisme est un système en décadence, qui développe la technologie uniquement augmenter les profits, et non en bénéfice de l'humanité. contraire, il l'utilise presque toujours pour la destruction de l'homme et de la nature. Ce système a besoin désespérément des guerres pour générer des profits. C'est le règne de l'anarchie de la production, de la consommation désorganisée et superflue d'une minorité, de la surexploitation des ressources naturelles qui provoque une catastrophe écologique mondiale, de la spéculation financière. C'est un système dans lequel la mondialisation du capital, qui n'a pas de frontières, utilise de façon

permanente les barrières imposées par les frontières nationales pour réprimer et exploiter mieux les travailleurs immigrants, un système qui, cycliquement, lance l'humanité dans des périodes de chômage intense, de faim et de misère.

Toutefois, l'échec de ce système est loin de signifier la victoire définitive pour les travailleurs et les secteurs populaires du monde entier. Au contraire, la bourgeoisie impérialiste, dans sa décadence, peut entraîner toute l'humanité dans la barbarie. La crise ne rend pas l'impérialisme moins dangereux pour les exploités de ce monde. Un monstre blessé, qui combat désespérément pour survivre, peut tout détruire autour de lui, dans son agonie.

La bourgeoisie a démontré une fois de plus qu'elle n'accomplit déjà plus aucun rôle progressiste. C'est une classe qui cherche seulement à défendre ses privilèges et sa domination avec toutes les armes dont elle dispose. Elle ne parvient déjà plus à développer les forces productives de l'humanité, ni même à s'occuper des nécessités minimales de celle-ci. Une minorité de grands capitalistes et financiers, les propriétaires des moyens de production et de la distribution, exploitent de plus en plus l'immense majorité. A différentes reprises, elle menace non seulement nos postes de travail, nos salaires et nos maisons, mais aussi l'existence physique elle-même de la classe ouvrière et de toute l'humanité. Les média et les gouvernements disent qu'il n'y a pas d'autre issue, qu'il faut s'y habituer et essayer de s'adapter parce que le monde est ainsi. Mais l'actuelle crise du capitalisme génère une grande transformation dans la conscience de tous les jours des travailleurs.

Chaque jour de crise apporte des leçons pratiques énormes pour la classe ouvrière du monde entier. Les travailleurs voient quotidiennement les scandales financiers, l'augmentation brutale des inégalités, la menace de dépression, l'irrationalité et l'anarchie du capitalisme et du marché mondial. Ceci devient ensuite concret dans les expériences dures du chômage, de la perte de conquêtes, des bas saexpériences auxquelles beaucoup de travailleurs des pays impérialistes vont faire face dans la prochaine période.

La nouvelle situation mondiale, qui s'ouvre avec la crise économique, fera que le prolétariat vive une expérience concentrée avec l'exploitation et les fléaux du système capitaliste, une expérience qui normalement n'est possible qu'au cours de nombreuses années. Ceci permettra le réveil d'une nouvelle conscience, semblable à ce qu'ont représenté récemment les guerres, les agressions impérialistes et les politiques néo-libérales, en termes de conscience antiimpérialiste, pour les peuples des pays exploités. Toutefois, pour que cette nouvelle conscience franchisse un bond en avant, il faut que la classe passe à l'action.

Seule une action consciente de la classe ouvrière peut offrir une alternative pour tous les exploités du monde. Cette action consciente doit commencer par l'organisation pour la lutte en défense de la survie physique, en défense des vies et des familles, des centaines de millions de personnes menacées par la crise. Les travailleurs du monde entier ont besoin de s'organiser et de combattre pour défendre leurs emplois, leurs salaires et leurs maisons. Ils ont besoin de se mobiliser contre l'augmentation des prix, contre le travail précaire

et pour les droits des immigrants.

Seules des mesures de fond (comme l'échelle mobile des heures de travail sans perte de salaire; des plans de travaux publics pour contenir le chômage; le rajustement automatique des salaires pour contrer les effets de l'inflation : la fin de toutes les formes de travail précaire : et d'autres mesures semblables) seront capables de faire face effectivement à cette crise. Les syndicats, les comités d'usine et toutes les organisations de classe seront appelés à accomplir un rôle actif dans ce combat, ou seront vouées à la disparaître et à céder la place à de nouvelles organisations qui puissent faire face au défi.

Au delà de tout ceci, il faut chercher une issue globale et définitive qui empêche que l'humanité reste à la merci de crises de plus en plus violentes et destructrices. Cette issue existe. Il faut planifier l'économie, la mettre au service de la satisfaction des nécessités de la grande majorité, les travailleurs et les secteurs populaires, et non pour augmenter la richesse de quelques-uns. Seule planification permettra d'utiliser rationnellement les ressources naturelles et de cesser immédiatement leur utilisation prédatrice et destructrice de la nature. Seule une économie planifiée peut mettre un terme à la faim, au chômage, à la misère. Seule cette planification permettra le plein développement des technologies et leur utilisation au bénéfice du développement matériel et culturestdedeusnaireitéle réorganiser toute l'économie mondiale. Ceci est impossible sans s'attaquer aux banques, le cœur de l'économie capitaliste impérialiste. Aujourd'hui, les grandes banques, et tout le système financier dominé par

elles, sont une source permanente d'anarchie et de paralysie de l'économie mondiale. Elles ont été les responsables de la spéculation scandaleuse et des pertes gigantesques. Actuellement, elles ne prêtent plus d'argent et provoquent la diminution de la production, le chômage et la fermeture d'entrepri-

Il n'est pas possible de réorganiser l'économie de façon rationnelle sans mettre un terme à la domination des banques et mettre en place un système unique d'investissements et de crédit, contrôlé par l'Etat. Mais ceci doit se faire de manière opposée à l'étatisation promue aujourd'hui par les gouvernements bourgeois, comme celui de l'Angleterre, qui signifie donner de l'argent de l'Etat aux banquiers et permettre qu'ils continuent à diriger leurs banques.

Il est nécessaire d'exproprier toutes les banques et d'étatiser tout le système financier des Etats-Unis et de tous les pays impérialistes, sous contrôle des travailleurs et sans indemniser les banquiers. Il est nécessaire d'exproprier aussi les grandes entreprises impérialistes, d'annuler la dette exterieure des pays pauvres et d'établir un contrôle rigide des capitaux qui empêche leur fuite vers les pays impérialistes. Pour mettre un terme à la pénurie d'aliments et à leurs prix élevés, il faut exproprier les grandes propriétés et faire des réformes agraires radicales, qui donnent la terre aux paysans pauvres qui la travaillent et aux « sans- terre » que veulent produire des aliments.

Cela signifie construire une société totalement différente, une société qui ne vit pas en fonction du profit et où l'exploitation n'est pas nécessaire pour la maintenir, une société solidaire entre tous, au lieu d'être basée sur la concurrence et sur l'individualisme, une société socialiste.

Nous, les travailleurs, nous qui créons toutes les richesses avec notre travail, nous pouvons construire cette nouvelle société. Pour cela il sera nécessaire de mettre en échec l'impérialisme, d'exproprier la bourgeoisie parasitaire et de la déloger du pouvoir, en créant un Etat ouvrier qui dirige la transition vers cette société socialiste. L'expérience concrète d'une Révolution Socialiste victorieuse a déjà été faite par le prolétariat russe, qui a pris le pouvoir en 1917 et a construit un Etat basé sur des Conseils Ouvriers démocratiques, au service des grandes majorités populaires. Cette expérience a duré quelques années et a dégénéré ensuite par l'action d'une bureaucratie privilégiée. Toutefois, malgré la bureaucratie. l'URSS a montré la force énorme d'une économie basée sur la propriété collective étatique des moyens de production (usines, banques et moyens de distribution), sur la planification de l'économie et sur le monopole du commerce extérieur. Dans la décennie de 1930, quand les Etats-Unis et tout le monde capitaliste vivaient les années de la Grande Dépression, l'URSS se développait à des taux de croissance annuelle de 20% ou plus et s'est transformée d'un pays arriéré et rural en la seconde puissance du monde, en moins de 40 ans. Aujourd'hui, la classe ouvrière mondiale fait face au défi de reprendre la stratégie de la Révolution Socialiste mondiale pour mettre en échec le système capitaliste impérialiste et d'en finir pour toujours avec l'exploitation et le fléau des guerres et des crises économiques.

Mais il y a, sans doute, un obstacle énorme sur ce chemin, qui empêche aujourd'hui le prolétariat de combattre pour ses objectifs historiques et, même, de se défendre pleinement des attaques du capital: à la tête de la majorité absolue des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière se trouvent des directions bureaucratiques et opportunistes qui défendent leurs privilèges ainsi

que le système capitaliste qui les maintient. Ces traîtres directions conduit le prolétariat à des défaites énormes dans le passé, et elles préparent une nouvelle catastrophe pour les luttes du futur.

La seule lutte spontanée des masses, pour héroïque qu'elle soit, ne mènera pas à la conquête du pouvoir. Pour faire la Révolution Socialiste mondiale, unique façon d'empêcher que le monde se précipite dans la barba-

rie, la classe ouvrière, en se plaçant à la tête de tous les exploités du monde, a besoin d'une direction politique révolutionnaire qui la conduit.

Le prolétariat a besoin de partis révolutionnaires dans tous les pays, qui fassent partie d'une Internationale révolutionnaire, opposée fermement à tous les partis et organisations bourgeois et opportunistes, une Internationale qui arbore un programme qui réunit l'expérience et la tradition internationales du prolétariat depuis la publication du Manifeste Communiste, il y a 160 ans, une Internationale qui se base sur une large

démocratie interne et sur le principe organisationnel du centralisme démocratique : liberté totale dans la discussion, unité totale dans l'action.

La nouvelle situation mondiale, inaugurée par l'actuelle crise économique, ouvre des possibilités énormes pour la construction de cette Internationale et ses sections. les partis révolutionnaires nationaux. Voilà le grand défi et la



principale tâche des révolutionnaires dans cette époque de décadence du capitalisme.

En septembre de cette année, alors que la confusion et la crise se sont emparées des bourses et de toutes les institutions du monde bourgeois et impérialiste, nous célébrons le 70ème anniversaire de la fondation de la IVème Internationale. La IVème Internationale est l'héritière légitime des traditions, du programme et des débuts de la IIIème Internationale, fondée par Lénine et Trotsky en 1919, peu après la Révolution russe. Trotsky a combattu pendant des années contre la dégénérescence de l'Etat soviétique et de la Troisième In-

ternationale quand ceux-ci sont passés sous le contrôle de la bureaucratie dirigée par Staline.

Le Programme de Transition (écrit par Trotsky et adopté par la IVème Internationale comme son programme de fondation), les principes politiques et organisationnels de l'Internationale et son objectif stratégique sont aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour.

Les mots suivants de Trotsky

conservent non seulement toute leur validité: ils expriment aussi très bien le dilemme dramatique de la actuelle : « Les situation prémisses objectives de la révolution prolétaire ne sont pas seulement mûres, mais commencent à se pourrir. Sans la victoire de la révolution socialiste dans la prochaine période historique, toute la civilisation humaine sera menacée d'être conduite à une catastrophe. Tout dépend du prolétariat et, avant

tout, de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se résume dans la crise de la direction révolutionnaire. »

Faire face à cette nouvelle étape de crise économique et de décadence du capitalisme, exigera des révolutionnaires du monde entier de concentrer tous leurs efforts à la tâche de la reconstruction de la IVème Internationale, en combattant pour que le meilleur de l'avantgarde de la classe ouvrière rejoigne ses rangs.

> Secrétariat International de la LIT-OI Octobre 2008

Le gouvernement « de gauche » de Lugo assassine un paysan

Les élections du 20 avril 2008 au Paraguay avaient donné la victoire à la coalition de l'ancien évêque catholique Fernando Lugo, une alliance de front populaire soutenue par toute la gauche, sauf le Parti des Travailleurs (PT), la section paraguayenne de la LIT-QI. A ce moment, ce parti disait : « Il est impossible que Lugo fasse une réforme agraire radicale ou qu'il mette en oeuvre un plan économique au service des travailleurs, en ayant comme colonne vertébrale de son gouvernement le PLRA et d'autres secteurs des classes possédantes. »1 Il n'a fallu que quelques mois pour que le nouveau gouvernement montre sa face réelle, celle de la répression et la persécution des travailleurs et des paysans.

Au Paraguay, 1% des exploitations agricoles occupent 80% des terres, et les barons de la monoculture du soja continuent à exiger du gouvernement des expulsions de paysans. Ceux-ci résistent par des occupations de terres. Entre le 1 janvier et le 26 août 2008, il y a eu 121 occupations, 56 expulsions, 193 détentions et 256 inculpations. Sous le gouvernement de Lugo, il y a eu 35 occupations dont 34 ont été suivies d'expulsions.

Le 3 octobre dernier, dans la colonie Guaraní de la province de Mbaracyu, des paysans sommés à quitter des terres occupées avaient abandonné pacifiquement les lieux, après quoi la juge, Zunilda Martínez, la sénatrice du PRLA,, Zulma Gómez, les maires Mbaracaju et San Alberto et les Brésiliens Wilmar Alba et Romildo Maia sont allé « fêter » le succès de l'opération, invités par le propriétaire brésilien

Óscar Adriano Farver. Quelques heures plus tard, cette bande est toutefois retourné sur les lieux et a commencé à tirer sur les paysans qui s'étaient retirés dans l'ancienne communauté de la colonie. Le camarade Bienvenido Melgarejo y a été touché par une balle et a été abandonné dans la rue par les agresseurs, sans lui prêter aucun secours. Il est mort peu de temps après. Un autre des paysans détenus a été violemment torturé. Les faits montrent que le terrorisme d'Etat, hérité de la dictature de Stroessner, est toujours en place.

L'Association des Agriculteurs du Haut Parana (ASA-GRAPA) et la Coordination des Sans-terre ont lancé une campagne nationale et internationale pour exiger une enquête sur ces faits et le châtiment des responsables. Vous pouvez manifester votre solidarité en envoyant un message à ASAGRAPA (asagrapa@yahoo.com).

La militarisation de la campagne

Le 31 octobre, une nouvelle attaque a semé la terreur quand la gendarmerie a attaqué brutalement et à l'improviste un groupe de manifestants de l'Organisation Lutte pour la Terre (OLT) - y compris des femmes et des enfants - qui se préparaient pour occuper des terres du baron brésilien du soja, Tranquilo Favero, et qui protestaient contre l'empoisonnement de leurs communautés par l'usage de produits chimiques pour l'agriculture, extrêmement toxiques. Plusieurs paysans ont été blessés, et six de leurs dirigeants ont été emprisonnés, accusés



« de perturbation la paix publique, d'association de malfaiteurs, d'incitation à commettre des délits et de résistance à l'autorité ».

Tranquilo Favero, le « roi du soja », possède 100.000 hectares et 40.000 bovins. Il exporte 120.000 tonnes de soja par an. Pour lui, « l'armée devrait déjà se trouver sur place pour occuper les lieux [...] Il y a deux ans, il y avait un climat d'occupation de terres et les militaires ont calmé le jeu. » Le gouvernement de Lugo a toutefois toute sa confiance: « C'est un gouvernement qui vient de se mettre en place, et nous avons beaucoup d'espoir en lui. J'ai toujours dit que j'aivais une totale confiance en Lugo »²

La mobilisation, seule issue

« Le Parti des Travailleurs fait un appel à toutes les organisations paysannes, syndicales estudiantines et populaires,, ainsi qu'aux organisations politiques de gauche de n'avoir confiance que dans nos propres forces. L'histoire du mouvement social a démontré amplement que les changements dont nous avons besoin ne viendront que de nous-mêmes, de nos organisations, à travers la mobilisation. »3



¹ Presse Internationale n°58 - mai 2008

² Ultima Hora, 1.11.2008

³ Déclaration du PT, 3.11.2008

Berlusconi veut la guerre ? Il l'aura !



Le 17 octobre, plusieurs centaines de milliers de personnes ont fait grève et ont manifesté dans les principales villes d'Italie. Berlusconi a tenté d'y répondre par la répression, mais le mouvement continue. A l'avant-garde du mouvement se trouvent les enseignants et les étudiants. Par dizaines de milliers, ceux-ci se sont retrouvés le 30 octobre dans les rues de Rome pour protester contre la réforme de l'enseignement, la « loi Gelmini », qui avait été adoptée la veille par le Sénat. Fabiana Stefanoni, une enseignante du Parti d'Alternative Communiste, la section italienne de la LIT-QI, fait le point sur la situation. Nous présentons ici un extrait du texte qui est disponible sur notre site.

Travailleurs et étudiants unis dans la lutte

Berlusconi a annoncé qu'il était prêt à utiliser la force contre les milliers d'étudiants et travailleurs qui occupaient les écoles et les universités, mais il oublie que nous n'avons plus rien à perdre. Si le « massacre Gelmini » de l'école publique passe, nous tous, les 200.000 travailleurs précaires de l'éducation, nous deviendrons tout simplement des chômeurs.

La réduction des heures de cours par semaine, l'augmentation du nombre maximal d'étudiants par classe dans l'école primaire, tout cela n'est que le premier acte d'un plan qui vise à épargner 8 milliards d'euros sur le dos des travailleurs et à privatiser tout le système scolaire et universitaire.

Le résultat extraordinaire de la grève du 17 octobre, qui a vu des centaines de milliers de personnes dans la rue, a montré au gouvernement que les travailleurs et les étudiants n'ont pas l'intention d'accepter le démantèlement de l'école des fils des travailleurs pour donner du fric aux écoles privées des patrons et du Vatican, ou aux banquiers en crise.

Ce n'est pas nous qui payerons leur crise!

La crise du système capitaliste frappe non seulement les travailleurs de la fonction publique mais aussi tous les autres travailleurs. Les luttes qui aujourd'hui commencent dans les écoles continueront dans les usines. On annonce une époque de licenciements, de restructurations, de faillites. Les patrons vont vouloir nous faire payer la crise, mais nous ne l'accepterons pas.

Dans les luttes d'aujourd'hui comme dans celles de demain, les révolutionnaires interviendront pour construire avec loyauté et abnégation des comités de lutte, des occupations et des assemblées permanentes. Ni les gouvernements de centre-droit ni ceux de centre-gauche ne pourront donner une réponse. Seule une perspective révolutionnaire, ouvrant la voie vers une économie socialiste, planifiée sur base des besoins des masses et non au profit de quelques-uns, dirigée par un gouvernement de travailleurs, nous fera éviter le gouffre vers lequel le capitalisme en faillite pousse l'humanité.

Chez nous aussi, l'université publique est menacée.

De semblables réformes visant à faire un pas de plus vers la privatisation de l'enseignement se votent également au sein des conseils directionnels de toutes les hautes-écoles et universités européennes. En Belgique, la fusion des quatre universités du "pilier catholique" (UCL, FUNDP, FUSL, FU-CAM), annoncée par les recteurs en guise d'argument d'autorité perçu comme contraignant, s'accompagne d'un plan de "gouvernance" dont la caractéristique majeure est de mettre quasi tous les pouvoirs exécutifs entre les mains du recteur, des vices-recteurs et de "membres externes", probables mécènes privés de l'UCL.

La transition vers ce type de gestion entrepreneurial et antidémocratique ouvre la porte à toutes les mesures de "rationnalisation" de l'offre, commandées par les investisseurs privés au nom de l'adaptation des formations aux demandes du marché. On songe d'ors et déjà à la suppression de cours, cycles, facultés jugés insuffisamment rentables ; aux déplacements et licenciements y relatifs ; au contrôle de la recherche et à la vente lucrative des savoirs. L'université, gérée comme une entreprise, devenue une entreprise, satisfait ses clients en leur livrant les produits dotés de la plus haute valeur symbolique et financière, sans que ni les "employés" ni les cerveaux-consommateurs n'aient à être consultés sur les orientations prises par le Comité de direction.

Sans opposition d'envergure, ce plan sera approuvé le 24 novembre. C'est pourquoi il est essentiel que les étudiants et les travailleurs s'organisent sans attendre afin de mettre en échec la marche accélérée de nos établissemarchandisation vers la l'instrumentalisation de l'enseignement au service de la guerre concurrentielle que se livre la bourgeoisie.